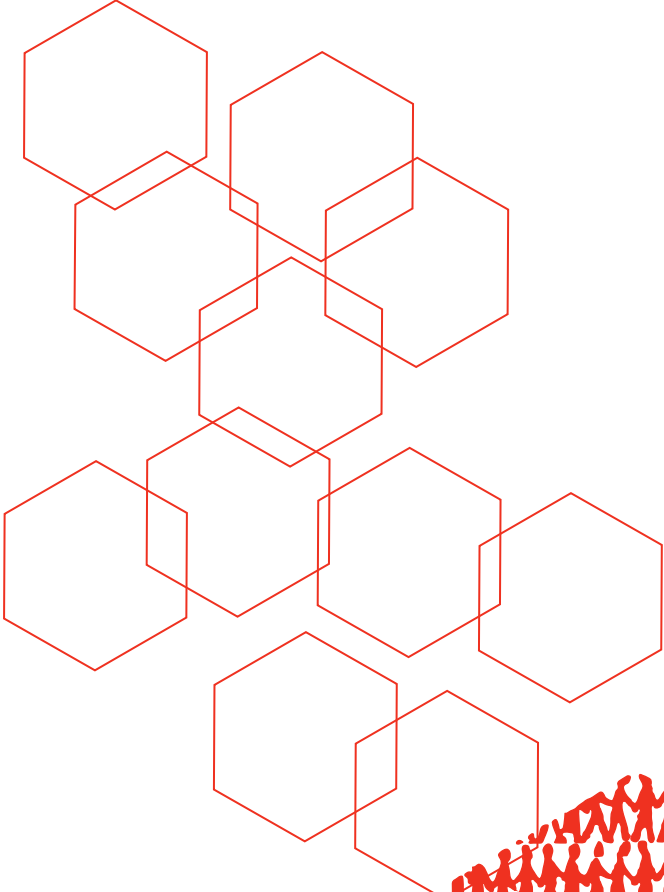
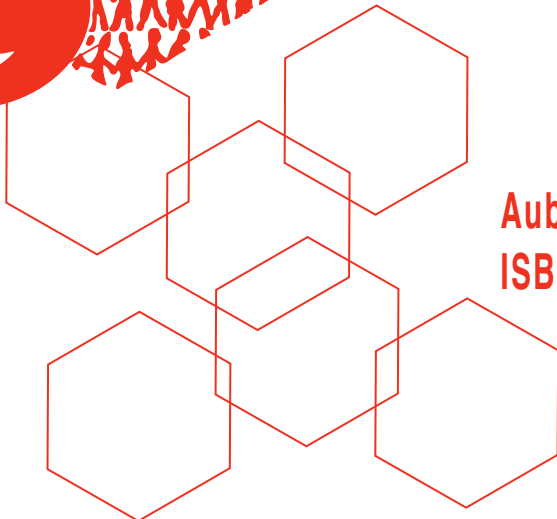


Famille et crises



*Bilampoa Gnoumou Thiombiano
Catherine Bonvalet
Assa Doumbia-Gakou (éditeurs)*



Aubervilliers, 2024
ISBN 978-2-901107-08-8

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES DÉMOGRAPHES DE LANGUE FRANÇAISE
AIDELF · 9, cours des Humanités - CS 50004 – 93322 Aubervilliers Cedex (France) – <http://www.aidelf.org>

Famille et crises

Édité par Bilampoa Gnoumou Thiombiano, Catherine Bonvalet, Assa Doumbia-Gakou
2024

Bilampoa Gnoumou Thiombiano, Catherine Bonvalet, Assa Doumbia-Gakou	1
Famille et crises	
Marie-Noëlle Duquenne, Stamatina Kaklamani	7
Incidences de la crise sur la composition des ménages en Grèce	
Leïla Fardeau, Éva Lelièvre, Loïc Trabut	29
Un quart de ménages complexes en Polynésie française. Des modes de corésidence adaptés aux crises	
Arnaud Régnier-Loilier, Amandine Baude	51
Résidence des enfants au Québec deux ans après la separation des parents	
Anne Salles	81
L'impact de la perception des crises sur les intentions de fécondité en France et en Allemagne	
Byron Kotzamanis	105
L'impact des crises de la décennie 2010 sur la fécondité en Grèce	
Justin Dansou	121
Pratique contraceptive parmi les femmes en âge de procréer dans les contextes d'instabilité socio-politique en Afrique Sub-Saharienne : Une analyse des données d'Enquête Démographique et de Santé	

Association internationale des démographes de langue française

L'impact de la perception des crises sur les intentions de fécondité en France et en Allemagne

SALLES Anne*

Alors que la France a été, comme de nombreux pays d'Europe du Sud, durement touchée par la crise économique de 2008, l'Allemagne a connu un redressement spectaculaire et présente aujourd'hui l'un des taux de chômage les plus bas d'Europe. Parallèlement à cette évolution, si la fécondité s'est longtemps maintenue en France à un niveau élevé dans la comparaison européenne, elle connaît depuis quelques années un infléchissement, tandis qu'à l'inverse, elle augmente en Allemagne. L'indicateur conjoncturel de fécondité est ainsi passé en France, entre 2011 et 2020, de 2 à 1,79 enfant par femme, et, en Allemagne, dans le même intervalle, de 1,39 à 1,53¹. Cette dernière hausse est d'autant plus significative que l'Allemagne n'avait plus connu un tel niveau depuis les années 1970.

Etablir un lien entre la crise économique de 2008 et l'évolution de la fécondité en France et en Allemagne semble néanmoins malaisé, et ce, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, la baisse intervient certes dès 2010 en France, soit peu après la crise, mais dans des proportions nettement moins importantes qu'ailleurs en Europe (Papon, 2021, Pison, 2011). De la même manière, le niveau de fécondité n'augmente en Allemagne de manière perceptible qu'une dizaine d'années après l'amélioration des indicateurs économiques. De fait, le lien entre précarité et fécondité s'avère complexe. L'impact de l'insécurité économique varie en effet en fonction du genre, du niveau de qualification et du type d'État-providence. Des recherches ont ainsi montré que le chômage tendait à accélérer des projets de fécondité chez des femmes peu qualifiées et/ou en situation de chômage de longue durée, mais inversement, à les retarder pour les femmes qualifiées et/ou au chômage depuis peu (Pailhé, Régnier-Loilier, 2015, Kreyenfeld, 2010, Pailhé, 2010, Pailhé et Solaz, 2012). Par ailleurs, le cadre institutionnel intervient également, de par la capacité de l'État-providence à compenser une situation économique précaire, notamment par le biais d'une politique de soutien aux familles (Letablier, Salles, 2012, Sobotka *et al.*, 2011). Pour finir, le contexte culturel peut aussi jouer un rôle, qu'il s'agisse des aspirations en matière de bien-être matériel de l'enfant, qui peuvent se traduire par des attentes élevées ou non en termes de revenu familial (Brachet *et al.*, 2016), ou qu'il s'agisse du modèle familial. Ainsi, dans des pays où prédomine le modèle de l'homme pourvoyeur de ressources, l'insécurité économique de la femme ne joue pas le même rôle que celle de l'homme (Kreyenfeld, 2010).

Ces études soulignent bien l'existence d'un lien entre la crise économique et le niveau de fécondité, mais d'un lien qui varie selon des facteurs sociodémographiques et selon les pays (Goldstein *et al.*, 2013). Elles mettent également en évidence le poids de la perception que les individus ont de leur situation dans les décisions de fécondité. Néanmoins, cet impact est avant tout vu sous l'angle des conditions économiques

¹ France métropolitaine. Insee pour la France et Office fédéral des statistiques pour l'Allemagne.

qui doivent être réunies pour concrétiser un projet d'enfant. Elles laissent en revanche en suspens la question de l'évolution économique attendue à moyen et à long terme au niveau micro (de l'individu) et au niveau macro (du pays, voire du continent ou de la planète). La décision d'avoir un enfant dépend certes des conditions matérielles à un instant donné, mais aussi de la manière dont une personne se projette dans l'avenir, en d'autres termes de l'environnement qu'un individu pense pouvoir offrir à son enfant, non pas seulement dans 5 ans, mais dans 15 ou 20 ans. L'objectif de la présente étude est de se pencher sur l'impact des représentations qu'ont des individus des crises économique et climatique – cette dernière pouvant être perçue comme un risque économique majeur –, sur leurs intentions de fécondité. Elle est basée sur une enquête qualitative menée en France et en Allemagne entre novembre 2018 et juillet 2019, portant sur les intentions et décisions de fécondité et leurs déterminants. Afin d'appréhender l'impact des représentations des crises sur les intentions de fécondité, il s'agit en particulier de cerner le rôle des crises dans le discours des répondants qui disent ne pas vouloir avoir d'enfant.

Les facteurs de l'infécondité

Afin de mieux cerner la manière dont s'articule l'argument des crises à venir avec l'infécondité, il importe tout d'abord de revenir sur les facteurs de l'infécondité. Si l'infécondité peut être définie comme le fait de « ne jamais être devenu père ou mère dans sa vie » (Dorbritz, Diabaté, 2015 : 117), les avis divergent sur la manière d'en appréhender les causes. Les démographes distinguent habituellement infécondité volontaire et involontaire (Konietzka, Kreyenfeld, 2013, Kelly 2009, Onnen-Isemann, 2004, Schneider, 1996, Höpflinger, 1991, Nave-Herz, 1988). Dirk Konietzka et Michaela Kreyenfeld (2013, 2007) évoquent un relatif consensus parmi les chercheurs sur la définition de l'infécondité involontaire, entendant par-là les cas des personnes qui n'ont pas eu d'enfant pour des raisons biologiques, qu'il s'agisse d'un problème de stérilité de la femme ou de son conjoint ou d'un problème d'âge². De nombreux sociologues ne partagent cependant pas ce point de vue et parlent d'infécondité involontaire dès lors qu'il y a désir d'enfant. Ils incluent dans cette catégorie également des personnes qui n'ont pas eu d'enfant en l'absence de partenaire (Donati, 2000a, 2003). De fait, dans leur analyse sur l'infécondité volontaire en France et en Allemagne, France Prioux et Didier Breton (2009) ont exclu de leur échantillon les personnes seules, ne retenant que les couples qui se sont constitués avant 35 ans (voir aussi Tenturi, Mencarini 2008). Ce « choix sous contrainte » (Gotman, Lemarchant, 2017 : 34) peut s'étendre à des personnes en situation de précarité professionnelle et économique notamment des individus qui malgré leur désir d'enfant se prononcent contre ce choix face à une situation jugée trop instable pour envisager de constituer une famille. Se pose ainsi la question des conditions jugées indispensables pour accueillir un enfant, celles-ci dépendant aussi bien du contexte culturel – c'est-à-dire des normes dominantes en vigueur dans la société –, que du contexte institutionnel, dans la mesure où la politique familiale et sociale d'un pays peut compenser, tout du moins en partie, des ressources estimées insuffisantes (Salles *et al.*, 2010).

A l'inverse, l'infécondité volontaire correspondrait alors à une absence de désir d'enfant. Le ministère allemand de la Famille (BMFSFJ, 2005 : 8) prend cependant le contrepied de cette approche, estimant que dans le cas de l'infécondité dite volontaire, « *d'autres options n'ont pas permis la concrétisation d'un désir d'enfant*

² Il est ainsi à noter que la brochure du ministère allemand de la Famille dédiée à l'infécondité involontaire n'aborde cette question que sous l'angle médical (BMFSFJ, 2015).

initial », ce qui revient à considérer que tout individu a souhaité à un moment donné ou à un autre avoir des enfants et que l'absence d'intentions de fécondité est donc un phénomène pratiquement inexistant. Cela reviendrait à considérer qu'il n'existe pas à proprement parler d'infécondité volontaire.³ Selon Charlotte Debest (2012), ces discours traduisent une volonté de nier un phénomène pourtant bien réel ; ils mettent en évidence un certain rejet de l'idée que des individus puissent délibérément choisir de ne pas avoir d'enfant et reflètent la force de la norme parentale dans de nombreux pays. Ce phénomène pourrait également être lié au fait que l'infécondité volontaire reste peu répandue dans de nombreux pays (Dorbritz, Diabaté, 2015, Debest, Mazuy, 2014, Dorbritz, 2005, Toulemon, 1995). C'est le cas en Europe centrale et orientale, mais également en Norvège, au Danemark et au Portugal par exemple (Beaujouan *et al.*, 2017). De fait, on observe souvent un décalage entre les intentions de fécondité et le niveau d'infécondité. Dans l'enquête quantitative menée par l'Institut fédéral pour la recherche démographique (Bundesinstitut für Bevölkerungsforschung, BiB) en 2012 en Allemagne sur les représentations de la famille, 9,4 % des personnes interrogées⁴ ont indiqué ne pas souhaiter avoir d'enfant. Or la proportion d'Allemandes âgées de 40 à 44 ans, sans enfant, représentait plus de 20 % dans les quatre micro-recensements réalisés de 2008 à 2018⁵. Il existe par conséquent une part non négligeable de personnes qui se retrouvent sans enfant alors qu'elles ne l'avaient pas nécessairement souhaité (Dorbritz, Diabaté, 2015)⁶. Néanmoins, cette proportion de 9,4 % de personnes sans intention de fécondité en Allemagne montre aussi l'existence d'un groupe d'individus qui n'ont pas de désir d'enfant et donc la réalité d'une infécondité basée sur l'absence de désir d'enfant. Charlotte Debest qui a également observé ce phénomène dans son enquête qualitative (2014, 2012) propose alors une nouvelle catégorie qu'elle qualifie de « sans enfant volontaire » (voir aussi Gotman, 2017a, 2017b). Ainsi distingue-t-elle parmi les personnes qui n'expriment pas d'intentions de fécondité celles qui ne souhaitent pas avoir d'enfant non pas en raison de leur situation personnelle, mais par choix délibéré.

Ce débat met toutefois en évidence la frontière floue qu'il peut y avoir entre infécondité volontaire et involontaire (Konietzka, Kreyenfeld, 2013 : 15). Certains sociologues estiment que cette distinction n'est en effet pas satisfaisante, parce qu'elle ne tient pas compte de la dimension temporelle, ni de l'incertitude qui peut toucher les individus. En effet, une personne peut évoluer dans ses intentions de fécondité, basculant de l'infécondité volontaire à l'infécondité involontaire (ou vice-versa). Dirk Konietzka et Michaela Kreyenfeld estiment ainsi qu'il est assez rare que l'infécondité résulte d'une décision « prise tôt et de manière unique et irréversible » (2013 : 18). En outre, la concrétisation du désir d'enfant n'émane pas toujours d'un choix rationnel. Selon Guy Desplanques (2003), l'absence de descendance peut ainsi résulter d'une « non-décision »⁷ (voir aussi Klein, 2006 : 10). Ces deux catégories ne rendent donc pas suffisamment compte de la complexité des parcours qui mènent à la réalisation du désir d'enfant ou à l'absence d'enfant (Tocchioni, 2018, Mynarska *et al.*, 2015, Donati, 2000a, 2000b, Le Voyer, 2003, Léridon, 2003). De fait, la recherche effectuée par Pascale Donati à la fin des années 1990 sur la base d'entretiens biographiques (2000, 2003) met en évidence la variété des parcours qui conduisent à l'infécondité et des profils des personnes concernées (voir Gotman, 2017a, Debest, 2012).

³ De la même manière, Jürgen Dorbritz (2005 : 362) estime que l'infécondité relève plutôt du hasard que d'un choix conscient.

⁴ L'enquête a été menée auprès de 5000 jeunes femmes et hommes âgés de 20 à 39 ans à l'est et à l'ouest du pays (Lück *et al.*, 2015).

⁵ « Jede fünfte Frau zwischen 45 und 49 Jahren war 2018 kinderlos » (une femme sur cinq âgée de 45 à 49 ans était sans enfant en 2018), communiqué de presse de l'Office fédéral des statistiques, n°75, 11.12.2019.

⁶ De la même manière, la proportion de personnes qui ne souhaitent pas avoir d'enfant s'élèverait en France à 5 % seulement (Debest, Mazuy, 2014, voir aussi Toulemon, 1995), comparé à un niveau d'infécondité estimé à 14 % parmi les femmes nées en 1968.

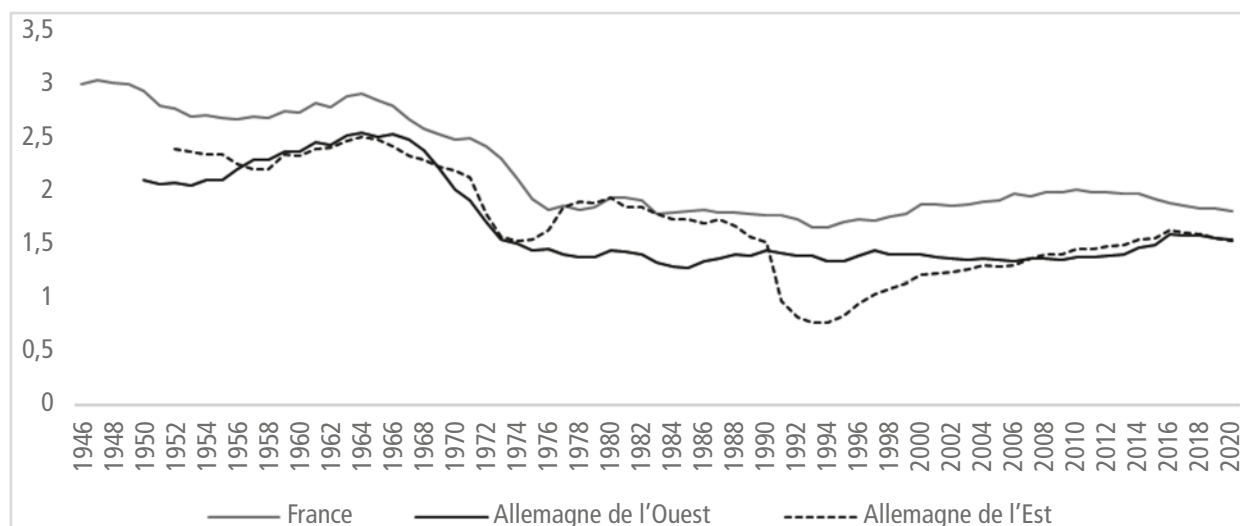
⁷ De la même manière, Henri Léridon (2003) distingue la fécondité non désirée (grossesses involontaires ou mal programmées) et les grossesses retardées ou empêchées.

Ce débat ne se limite ainsi pas à une simple question terminologique. Il soulève la question de savoir pourquoi l'infécondité augmente en Europe aujourd'hui (Breton, Prioux 2009, Dorbritz, 2005) et s'il est possible d'agir sur le niveau de l'infécondité par une politique ciblée. En cas d'infécondité liée à des problèmes d'ordre biologique, les moyens d'action restent limités et relèvent essentiellement du registre médical. De la même manière, dans le cas de l'infécondité volontaire due à des facteurs personnels, il semble également peu probable que des changements institutionnels ou culturels puissent avoir un impact. Selon Kerstin Ruckdeschel (2004), un individu qui a fait le choix de ne pas avoir d'enfant revient rarement sur sa décision (voir aussi Schwarz 2003). À l'inverse, pour les individus dont l'infécondité est liée à des facteurs externes, que ce soit une situation vécue comme subie ou non, se pose la question de savoir si des mesures politiques induisant un changement du contexte institutionnel, économique et social, pourraient produire un certain effet (BMFSFJ, 2005). La notion d'intentions de fécondité et leurs facteurs constituent par conséquent un enjeu dans le débat sur les politiques familiales aujourd'hui, et un élément clé pour comprendre l'infécondité.

L'infécondité en France et en Allemagne

La France se caractérise par un indicateur conjoncturel de fécondité (ICF)⁸ supérieur à celui de l'Allemagne en continu depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale (voir figure 1), ce qui se traduit par une descendance finale sensiblement plus élevée en France. Elle s'élève à 2 enfants par femme pour les générations nées en 1970, comparé à 1,5 en Allemagne.

Graphique 1. Indicateur conjoncturel de fécondité (ICF)
en France métropolitaine et en Allemagne de l'Est et de l'Ouest de 1950 à 2021

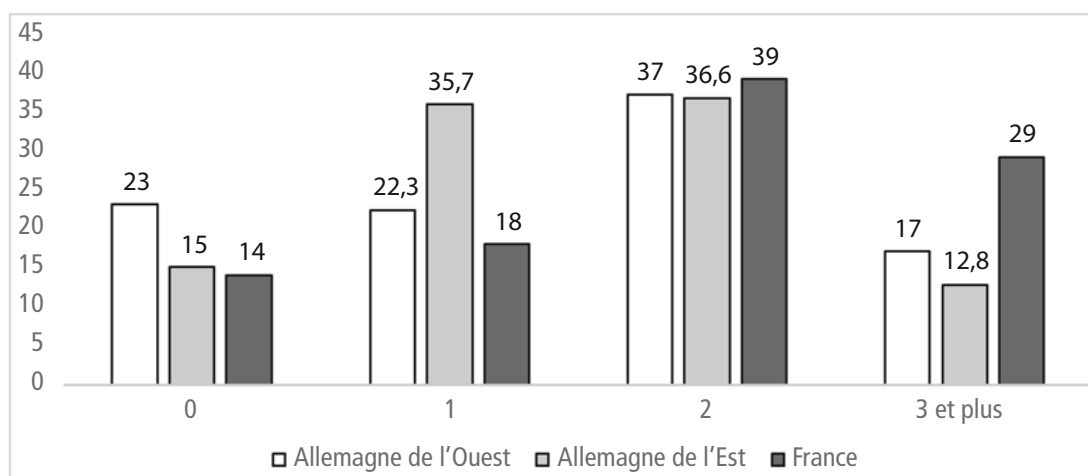


Source : Statistisches Bundesamt, 2020a, *Les données de la conjoncture démographique de la France*, Institut national d'études démographiques (Ined), calculs à partir de données de l'Insee. Allemagne de l'Est et de l'Ouest sans Berlin.

⁸ L'indicateur conjoncturel de fécondité (ICF) est « la somme des taux de fécondité par âge d'une année donnée. Il peut être interprété comme le nombre moyen d'enfants qu'aurait une génération fictive de femmes qui connaîtrait, tout au long de leur vie féconde, les taux de fécondité par âge observés cette année-là » (Définition de l'Insee).

Cet écart s'explique principalement par la proportion plus importante de familles nombreuses et une infécondité définitive moins répandue en France (voir figure 2). Si l'Allemagne de l'Est se caractérise aussi par une part relativement faible de femmes sans descendance, la norme parentale forte que ce phénomène traduit se concrétise plus facilement avec un seul ou deux enfants, tandis que la part des femmes ayant un enfant unique est plus faible en France. En dépit d'une distribution des femmes par enfant sensiblement différente à l'est et à l'ouest de l'Allemagne, la descendance finale y est comparable.

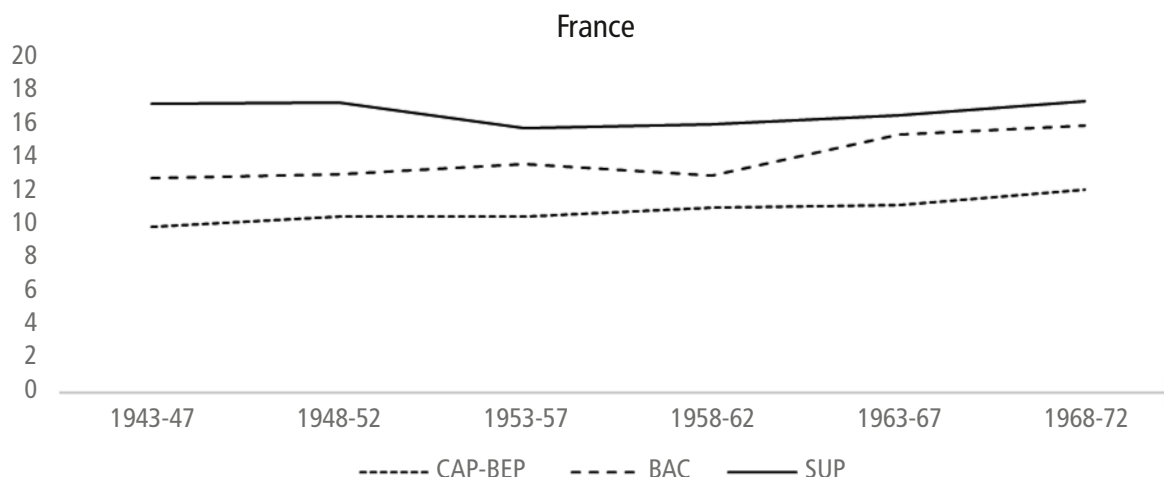
Graphique 2. Distribution des Françaises nées en 1970 et des Allemandes de l'Est et de l'Ouest nées entre 1968 et 1972 par nombre d'enfants (%)



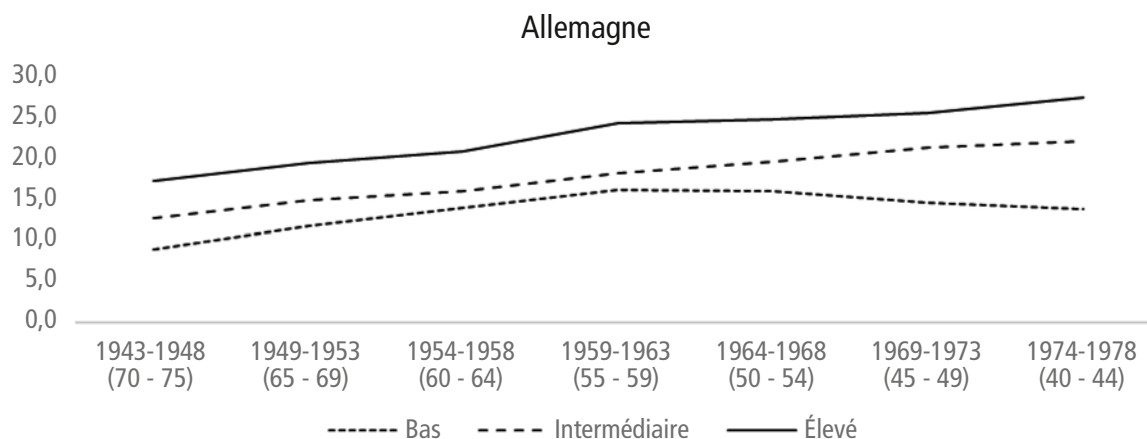
Source : Statistisches Bundesamt, micro-recensement 2018, Köppen, Mazuy, Toulemon, 2017.

L'infécondité présente certaines caractéristiques communes aux deux pays. Elle est plus importante chez les femmes les plus qualifiées, même si elle est en augmentation chez les femmes de qualification faible à intermédiaire (voir graphiques 3 et 4), et chez les hommes moins qualifiés, ce qui s'explique en partie par le fait que les hommes moins qualifiés restent plus souvent célibataires (voir Köppen, Mazuy, Toulemon, 2017). Elle caractérise également davantage les personnes seules, sans passé migratoire et les femmes actives à temps plein par opposition aux femmes au foyer.

Graphiques 3 et 4. Proportion de femmes sans enfant selon le niveau de qualification en France et en Allemagne (%)



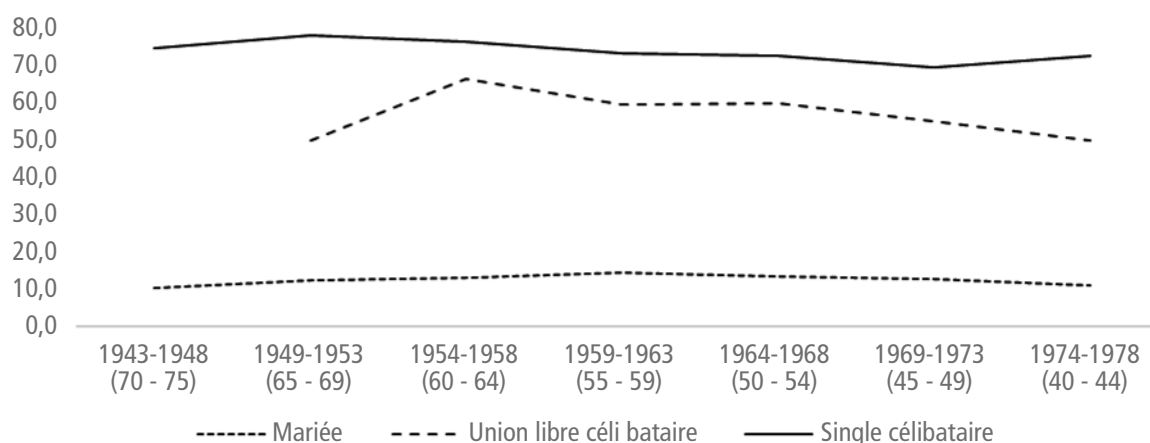
Source : Köppen, Mazuy, Toulemon, 2017, données issues de l'enquête Famille et logements 2011, estimations des auteurs.



Source : Statistisches Bundesamt, micro-recensement 2018.

On observe toutefois quelques différences entre les deux pays. Si dans les deux pays, plus le niveau de qualification est élevé, plus le niveau d'infécondité l'est aussi, la frontière se situe en Allemagne entre les femmes diplômées du supérieur et les autres, la proportion de femmes sans enfant étant comparable chez les personnes de qualification faible à intermédiaire, ce qui suggère un impact des possibilités de carrière sur les décisions de fécondité plus important outre-Rhin qu'en France. Et cela d'autant que les écarts selon le niveau de qualification sont nettement plus prononcés en Allemagne qu'en France. Par ailleurs, en Allemagne de l'Ouest, on observe un écart important entre les personnes mariées ou qui l'ont été et les couples en union libre, tandis qu'en France et en Allemagne de l'Est, c'est davantage le fait d'être en couple ou non qui est déterminant. Cela montre le lien entre mariage et enfant qu'on observe dans l'ouest du pays et qui se traduit par une part de naissances hors mariage nettement plus faible en Allemagne, soit 32,8 % comparé à 62,2 % en France en 2021. Même si ce lien s'est quelque peu affaibli, comme en témoigne la baisse de la part des femmes sans enfant chez les couples célibataires pour les générations nées dans les années 1970, l'infécondité concerne dans le micro-recensement de 2018 encore une femme sur deux âgée de 40 à 44 ans vivant en couple sans être mariée, contre une part de 11 % chez les femmes mariées (voir graphique 5).

Graphique 5. Proportion de femmes sans enfant
en Allemagne de l'Ouest selon la situation de couple et la cohorte (%)



Source : Destatis, Micro-recensement 2018.

Par ailleurs, l'infécondité semble mieux acceptée en Allemagne qu'en France, tant au plan individuel que sociétal⁹. D'après une étude menée par l'Ined et le BiB, 45 % des Français interrogés estiment qu'il est aujourd'hui « normal de ne pas avoir d'enfant », comparé à 59 % en Allemagne (voir tableau 1). Et ils ne sont que 27 % à penser que cette opinion est partagée en France, contre 65 % en Allemagne. On observe ainsi une plus grande acceptation au niveau individuel que ce qui est perçu au niveau sociétal en France, mais celle-ci demeure minoritaire, tandis qu'elle est majoritaire en Allemagne. De manière tout à fait étonnante, les résultats sont très comparables à l'est et à l'ouest de l'Allemagne, alors que le niveau d'infécondité est nettement plus bas à l'Est. Autrement dit, le niveau bas de l'infécondité en Allemagne de l'Est n'empêche pas une majorité des répondants de juger normal le fait de ne pas avoir d'enfant contrairement à ce qu'on observe en France.

Tableau 1. Part de personnes d'accord ou tout à fait d'accord avec l'opinion « de nos jours, il est normal de ne pas avoir d'enfant » aux niveaux individuel et sociétal en France et en Allemagne de l'Est et de l'Ouest

	France (F)	Allemagne (A)	Allemagne de l'Ouest (AO)	Allemagne de l'Est (AE)	Chi ² * (F – A)	Chi ² (AO – AE)
	%	%	%	%		
Niveau individuel	45	59	58	60	***	n.s.
Niveau sociétal	27	65	65	63	***	n.s.
N	340	5 000	3 986	1 014		

Légende : *** : p < 0,001 ; ** : p < 0,01 ; * : p < 0,05.

Champs : Personnes âgées de 18 à 40 ans (France) et de 20 à 39 ans (Allemagne) ; données pondées... (image coupée)

Lecture : En France, 45 % des 18-40 ans ont répondu être « personnellement » (niveau individuel) « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'assertion « Aujourd'hui, c'est normal de ne pas avoir d'enfant » ; 27 % d'entre eux pensent que « les gens en général » (niveau sociétal) sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec cette même assertion

Sources : France, enquête « Situation de couple, intentions de fécondité et opinions sur la famille », 2013, ELIPSS/CDSP ; Allemagne, FLB 2012.

Source : Ruckdeschel et al., 2018.

Cette différence d'acceptation ressort tout particulièrement de l'étude des réponses en fonction du nombre d'enfants souhaités. Tandis qu'en Allemagne, les répondants qui ne souhaitent pas avoir d'enfant estiment qu'il est de nos jours « normal de ne pas avoir d'enfant », ce n'est pas le cas en France (voir tableau 2). Il est ainsi tout à fait frappant de constater, parmi les répondants français, que les personnes sans intention de fécondité ne jugent pas leur propre choix « normal », ce qui suggère une certaine auto-stigmatisation qu'on ne rencontre pas en Allemagne (Ruckdeschel et al., 2018). En revanche, dans les deux pays, les personnes ne souhaitant pas avoir d'enfant s'accordent pour considérer que la société déconsidère ce choix.

⁹ Le niveau sociétal est défini ici par ce que les répondants estiment que les gens pensent en général. Ces questions ont pour objectif de faire émerger les représentations dominantes dans un pays (voir Schneider, Diabaté, Ruckdeschel, 2015).

Tableau 2. Lien entre le nombre d'enfants souhaités (référence 2 enfants) et l'affirmation « de nos jours, il est normal de ne pas avoir d'enfant » en France et en Allemagne (régression multinomiale, odds ratios*)

	France				Ouest de l'Allemagne				Est de l'Allemagne			
	Nombre d'enfants souhaité				Nombre d'enfants souhaité				Nombre d'enfants souhaité			
	0	1	2 (réf.)	3 et plus	0	1	2 (réf.)	3 et plus	0	1	2 (réf.)	3 et plus
Affirmation normative	Référence : 2 enfants				Référence : 2 enfants				Référence : 2 enfants			
De nos jours, il est normal de ne pas avoir d'enfant												
Niveau individuel	0,26*	1,17	1	0,58	6,01***	1,55**	1	0,68***	4,41***	1,41	1	0,71*
Niveau sociétal	0,88	1,17	1	1,09	0,48 ***	0,75*	1	1,29 **	0,46 **	0,79	1	1,40*
Constant	− 8,14**	− 6,04**	1	0,95	− 3,66***	− 4,37***	1	− 0,80**	− 3,35***	− 4,03***	1	− 1,41*
N	149+ (340)				3 800+ (3 910)				1 065+ (1 090)			
Pseudo R ² Nagelkerke. *	0,46				0,23				0,23			

Source : France, enquête « Situation de couple, intentions de fécondité et opinions sur la famille », 2013, ELIPSS/CDSP ; Allemagne, FLB 2012, Ruckdeschel et al., 2018.

Les politiques familiales en France et en Allemagne

Les décisions de fécondité s'inscrivent dans un contexte institutionnel marqué par des politiques familiales qui ont longtemps suivi des chemins opposés, mais convergent depuis quelques années.

La France se caractérise par une longue tradition de soutien aux naissances, ce qui est lié au niveau bas de la fécondité que connaît le pays au XIX^e siècle et se traduit par des aides axées sur la petite enfance et modulées en fonction du rang de naissance de l'enfant. Les familles bénéficient ainsi d'aides plus importantes pour les moins de trois ans, avec, entre autres, une prime de naissance unique, versée au 7^e mois de la grossesse et une allocation de base allouée jusqu'au 3^e anniversaire de l'enfant. Les aides augmentent avec le rang de naissance. Les allocations familiales ne sont ainsi versées qu'à partir du 2^e enfant et sont sensiblement plus élevées pour le 3^e enfant et les suivants (respectivement 142 et 324 euros pour deux ou trois enfants). Le congé parental ne dure qu'un an pour le 1^{er} enfant, mais trois ans à partir du 2^e enfant. Les familles bénéficient avec le quotient familial d'un avantage fiscal qui augmente sensiblement à partir du 3^e enfant.

Cette approche nataliste se traduit par une attention particulière portée par l'État aux enfants, comme en témoignent le contrôle exercé sur les nourrices et l'introduction des écoles maternelles dès le XIX^e siècle. Leur essor s'étant accompagné d'une forte progression de la participation des femmes à l'emploi dans les années 1960, la plupart des mesures favorables aux mères au foyer sont progressivement abandonnées au profit d'une politique de conciliation entre vie professionnelle et vie familiale à partir des années 1970, qui s'exprime au travers du développement d'une offre de garde diversifiée

et subventionnée pour les enfants de moins de trois ans et d'un accueil en journée dans les écoles dès l'âge de trois ans. Les politiques familiales conservent toutefois une certaine ambivalence en France en soutenant également dans une certaine mesure le modèle de spécialisation entre femmes et hommes avec un congé parental de trois ans faiblement rémunéré, ce qui creuse l'écart entre les parcours de carrière des femmes selon le niveau de qualification, le congé parental étant davantage choisi par des mères peu qualifiées, et un quotient conjugal favorisant les couples présentant de fortes disparités salariales, même si son effet est quelque peu atténué par le quotient familial.

Depuis les années 1970, la dimension nataliste recule néanmoins au profit de l'objectif social. La redistribution verticale (entre personnes sans enfant et famille) s'affaiblit en faveur de la redistribution horizontale (entre ménages aisés et défavorisés). La plupart des aides sont ainsi soumises à condition de ressources, comme par exemple les allocations familiales. En dépit de la diminution des aides qui s'ensuit, la France présente toujours le niveau d'aides financières et structurelles le plus élevé des pays de l'OCDE.

Fortement marquée par la période nationale-socialiste, l'Allemagne a, à l'inverse, pris ses distances de toute forme de politique de soutien aux naissances, ce qui s'est longtemps traduit par des aides limitées et a conduit le gouvernement à privilégier les principes de subsidiarité et de neutralité. Autrement dit, la famille reste en première ligne, l'État n'intervenant qu'en cas de défaillance de la cellule familiale. L'enfant relevant de la sphère privée, l'offre de garde est pratiquement inexistante pour la petite enfance jusqu'à dans les années 2000 et les jardins d'enfants, qui relèvent avant tout du privé, ne se généralisent qu'avec la mise en place en 1996 d'un droit à une place d'accueil pour les enfants âgés d'au moins 3 ans. Le quotient conjugal, mis en place en 1957 et toujours en vigueur, qui favorise les couples mariés présentant de forts écarts de salaire, indépendamment de la présence d'enfants, doit permettre aux familles – c'est-à-dire essentiellement à la mère – de prendre en charge elles-mêmes leurs enfants. Le mariage est ainsi encouragé, conformément à la constitution allemande qui place le mariage et la famille sous la protection particulière de l'État. Un congé parental faiblement rémunéré est introduit en 1986 dès le premier enfant et sa durée portée progressivement à trois ans.

Cette situation évolue néanmoins sensiblement. Dans un premier temps, les aides financières augmentent dans les années 1990, essentiellement sous l'effet d'arrêtés de la Cour constitutionnelle qui juge les familles nettement défavorisées par rapport aux ménages sans enfant. Elles sont largement uniformisées. Actuellement, les allocations familiales s'élèvent outre-Rhin à 250 euros par mois et par enfant quel que soit le rang de naissance. Dans un second temps, le gouvernement adopte, à partir du milieu des années 2000, des mesures de conciliation entre travail et famille, ce qui constitue une véritable césure (Salles, 2022). L'État met en place en 2005 un fonds d'aide pour la mise en place de structures d'accueil pour la petite enfance qui débouche en 2013 sur l'introduction d'un droit opposable à une place d'accueil pour les enfants de 1 à 3 ans et doit s'accompagner, à partir de 2026, d'un droit à une place d'accueil en journée dans les écoles primaires. Parallèlement, le congé parental est réformé en 2007 sur le modèle suédois. D'une durée de 14 mois, soit 12 + 2 mois non transférables pour le 2^e parent, il est rémunéré à hauteur de 65 % du salaire précédemment perçu. L'Allemagne se caractérise ainsi désormais par des aides élevées, tant financières que structurelles, et se situe ainsi nettement au-dessus de la moyenne de l'Union Européenne et des pays de l'OCDE en matière de prestations familiales (3,24 % du PIB, comparé à 3,44 % en France en 2019)¹⁰. On observe ainsi une certaine convergence entre la France

¹⁰ Données OCDE sur les dépenses sociales. <http://www.oecd.org/social/expenditure.htm>

et l'Allemagne, même si la France tend à favoriser le maintien en activité à temps plein des mères, sans interruption, tandis que l'Allemagne encourage actuellement plutôt une reprise d'activité à l'issue du congé parental, à temps partiel, eu égard aux horaires d'ouverture plus réduits des crèches et des écoles, à l'Ouest en particulier.

Méthodologie

La présente étude est basée sur une enquête qualitative menée en France et en Allemagne d'octobre 2018 à juillet 2019 dans le cadre de l'Ined. Elle comprend 70 entretiens semi-directifs, soit 27 en France et 43 en Allemagne auprès d'hommes et de femmes âgés de 25 à 44 ans. Les entretiens ont eu lieu en Allemagne, pour l'essentiel dans la ville bavaroise de Nuremberg et ses environs, et dans la région de Brême, en raison des écarts régionaux prononcés entre le sud et le nord de l'Allemagne. En France, les entretiens ont été menés à Paris et en région parisienne en raison de sa diversité. L'enquête comprend également des entretiens menés auprès de Français vivant en Allemagne et d'Allemands en France, afin de se pencher sur le regard croisé des Allemands sur la France et des Français sur l'Allemagne.

L'objectif de l'étude étant d'étudier les déterminants de l'entrée en parentalité et en particulier les effets de la réorientation de la politique familiale en Allemagne depuis le milieu des années 2000, ont été retenus des hommes et des femmes qui, de par leur âge, étaient en situation d'avoir ou non un enfant à partir de la fin des années 2000. L'âge moyen à la naissance du premier enfant se situant en France à 28,7 ans et en Allemagne à 29,6 ans (Breton *et al.*, 2019), ont été retenus des hommes et des femmes âgés de 27 à 40 ans, auxquels s'ajoutent un entretien d'une jeune mère de 25 ans en Allemagne et quelques entretiens de personnes âgées de plus de 40 ans qui ont eu un enfant récemment ou essaient d'en avoir.

Afin d'obtenir une grande variété de situations, les points d'entrée ont été multipliés dans les deux pays : les contacts ont été pris via des établissements scolaires, des réseaux et associations d'anciens étudiants, des crèches, des associations de loisirs, des commerces et des cabinets médicaux, des universités, instituts et centres de recherche, puis via le principe de la boule de neige. Les deux échantillons sont constitués majoritairement de femmes et de personnes qualifiées et en couple (voir ci-dessous). Ils sont plus souvent mariés en Allemagne ce qui reflète le poids plus important du mariage. Bien que la plupart des répondants aient plus de 30 ans, ils sont nombreux à être sans enfant au moment de l'entretien. Les entretiens ont été complétés par un questionnaire sociodémographique portant sur le répondant, son conjoint, s'il y a lieu, et la répartition des tâches domestiques¹¹.

Les entretiens ont été anonymisés et ont donné lieu à la rédaction de portraits, autrement dit de résumés thématiques, afin de faire émerger des configurations, autrement dit des liens entre, ici, les intentions et décisions de fécondité d'une part et les caractéristiques sociodémographiques comme la conjugalité, le niveau de qualification ou le genre, d'autre part.

¹¹ Le questionnaire indique la date et le lieu de naissance, le lieu de résidence, le parcours scolaire, le plus haut diplôme de formation secondaire et supérieure, l'emploi, le statut professionnel, le volume horaire, le revenu mensuel, le nombre d'enfants et leur date de naissance, la pratique religieuse s'il y a lieu, et la situation professionnelle des parents lorsque le répondant avait 15 ans. Ces questions sont également posées pour le conjoint et s'accompagnent de la situation de couple (date de mise en couple, cohabitation ou non), et d'une estimation du partage des tâches domestiques et familiales au sein du couple.

Tableau 3. Présentation de l'enquête qualitative

		En France	En Allemagne
Répondants		27	43
Sexe	Hommes	7	14
	Femmes	20	29
Âge	< 32 ans	7	13
	32 à 36 ans	7	16
	37 ans et +	13	14
Migrants	1 ^e /2 ^e génération	5/3	7/1
Diplôme	Sans bac	6	7
	Bac — bac +3	4	4
	Bac + 4 et +	17	32
Situation de couple	Single / séparé	4	5
	En couple LAT	1	5
	En couple cohabitant	11	10
	Fiancé / Marié	11	23
Nombre d'enfants	0 Enfant	15	18
	1	4	14
	2	6	11
	3 et +	2	0

La place des crises dans les arguments avancés pour justifier le choix de rester sans enfant

La crainte de crises à venir occupe une place importante dans le discours des répondants français qui indiquent ne pas souhaiter avoir d'enfant. De nombreux enquêtés évoquent ainsi dans l'échantillon français pour eux-mêmes ou pour leurs proches la crainte de l'évolution de la planète, comme le suggère Chloé : « j'ai rencontré un autre couple qui disait que par rapport au monde actuel, ils n'avaient pas du tout envie d'avoir d'enfant parce qu'ils sont plutôt inquiets pour rapport à l'avenir de l'humanité. Ils n'ont pas forcément envie de faire des enfants et que leurs enfants vivent dans un monde qui leur fait peur, qu'ils n'apprécient pas. »

Cette crainte s'articule autour de deux thèmes principaux : l'écologie et la surpopulation. Loan évoque son beau-frère en ces termes : « Il est très écolo, il est très vert, il y a trop de..., quel monde on va

laisser à nos enfants ». La préoccupation écologique est liée à la question du changement climatique et de son impact sur la qualité de vie de la génération future, par exemple l'accès à l'eau, comme le souligne également Quentin : « On va dire que si j'avais été plus sensible à tout ce qui est climatique, j'aurais peut-être fait le choix de ne pas avoir d'enfants, parce que mes filles ont plus de chance que moi de mourir de sécheresse, d'eau ou d'un conflit majeur lié à l'aspect climatique qu'autre chose. Donc si j'avais su ça, peut-être que je n'aurais pas eu d'enfant. [...] Vraiment, je pense que je n'aurais pas eu d'enfants, par contre à très grand regret ». Même s'il ne pense pas qu'on en viendra là, Quentin souhaite apprendre l'été prochain à ses filles des techniques pour faire du feu à l'ancienne, sans allumettes ni briquet, afin de les préparer en cas d'effondrement de la société.

De la même manière, la crainte des conséquences d'une surpopulation est souvent évoquée. Matthieu explique ainsi : « Je suis aussi très questionné par les problèmes actuels liés à l'écologie et, comment dire, à la façon de renouveler l'humanité. On est trop nombreux, on sera encore plus nombreux. Il y a encore moins de place. Je ne me sens pas très à l'aise avec l'idée de, apporter un être humain nouveau qui va connaître des choses sans doute extrêmement difficiles. »

Ces personnes craignent que la situation écologique, la surpopulation ne débouchent sur un effondrement du monde tel que nous le connaissons. Valérie cite ainsi des personnes qui disent « que dans notre monde actuel, on n'a pas envie de faire des enfants, parce qu'on ne sait pas ce que ce sera demain et qu'on veut pas les parachuter sans qu'ils n'aient rien demandé, en fait, dans un monde qui se casse la figure ». Reviennent ainsi dans les entretiens les notions de « peur », « des choses un petit peu angoissantes » (Ophélie), de l'inquiétude face à l'avenir qui attend la prochaine génération. Ces arguments sont plutôt avancés par des personnes qualifiées, comme Ophélie qui évoque les « théories de l'effondrement », comme la « collapsologie » et cite à ce sujet les « travaux de Pablo Servigne »¹². Ces questions sont souvent évoquées dans le cercle des personnes qui ne souhaitent pas avoir d'enfant. Ophélie précise ainsi : « Dans mes amis qui sont, on va dire, plus engagés, plus conscients politiquement, ils sont très nombreux à ne pas vouloir d'enfants pour ces raisons-là, pour des raisons écologiques, etc. ». Ces personnes s'inscrivent par conséquent dans une tendance, ce qui contribue à légitimer leur propre position.

Et cela d'autant que les arguments avancés ici n'expriment pas un rejet de l'enfant, mais bien au contraire une préoccupation pour l'enfant à naître, ce qui amène certains individus à suggérer l'adoption, comme Sylvain : « Voilà, mon préjugé, ce serait de dire qu'il y a suffisamment d'enfants sans parents pour ne pas en faire d'autres. S'il y a des gens qui ont des envies d'enfant ». C'est aussi ce qui explique que ces préoccupations se retrouvent également chez des personnes qui ont fait le choix d'avoir un enfant malgré leurs craintes pour l'avenir, ce que montre le témoignage précédemment cité de Quentin et que confirme Matthieu : « Je côtoie des personnes qui ont aussi des enfants et qui se sentent aussi très concernés par ces problèmes actuels et qui, bon ben, vivent avec ça. Et c'est en ce sens-là que je me dis c'est beau aussi, puisque c'est peut-être cette génération qui trouvera une manière de répondre différemment aux problématiques qui se posent, s'il n'est pas trop tard. ». Chloé, qui vient d'avoir une fille, évoque ses craintes : « Moi aussi, le monde actuel me fait peur avec l'écologie, avec plein, plein de

¹² Citons à titre d'exemple : Servigne Pablo, Stevens Raphaël, 2015, *Comment tout peut s'effondrer. Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*, Seuil.

choses, ça me fait très peur et j'ai très peur pour l'avenir de ma fille. Et je peux comprendre qu'on n'ait pas envie de vivre avec cette peur, qu'on n'ait pas envie d'imposer à d'autres êtres humains. »

Par conséquent, la crainte de l'avenir est rarement mentionnée comme seul argument, mais souvent associée à d'autres facteurs (Voir Gotman, 2017a). Cela ressort du témoignage de Matthieu qui dit être « aussi très questionné par les problèmes actuels liés à l'écologie », ou du cas d'Ophélie qui cite ainsi en premier l'absence de désir d'enfant, avant d'évoquer les « théories de l'effondrement »¹³. De la même manière, Sylvain commente les propos de sa sœur : « Elle a des arguments du type, on est suffisamment nombreux sur Terre, des choses comme ça. Mais c'est surtout que, elle dit qu'elle... Comment ne pas trahir son propos ? Ça la gonfle, les enfants, ça la gonfle. » Sylvain ne croit pas vraiment à cet argument ; il estime qu'il est là pour camoufler des motivations personnelles. Matthieu précise : « je ne sais pas si je me rassure comme ça, mais il y a assez d'enfants sur cette Terre et qui ont besoin d'être encadrés pour en faire d'autres ». Renoncer à des enfants pour leur épargner une vie difficile suggère en effet une motivation altruiste et non individualiste. Un tel argument relativise la critique de l'égoïsme souvent associée à l'infécondité choisie, un qualificatif que Matthieu s'attribue dans son entretien, et renverse la notion du devoir d'avoir un enfant. Comme le montrent les propos d'Ophélie qui estiment qu'ils sont « plus conscients politiquement », la crainte de l'avenir suggère ainsi la possibilité d'un devoir envers la société de ne pas avoir d'enfant, une notion à contre-courant de l'idée véhiculée par les politiques et les congratulations qu'on peut lire dans la presse dès que la fécondité augmente, qu'il y a un intérêt, pour le moins national, à ce que la fécondité atteigne le niveau de renouvellement des générations.

C'est sans doute ce contraste avec le climat parental normatif qui amène les répondants à relativiser l'impact de la crainte de l'avenir sur la décision d'avoir des enfants. Ainsi Sylvain est agacé par une amie qui veut au moins quatre enfants, non pas tant en raison de sa décision, que de l'absence de réflexion qui la sous-tend : « J'ai une amie comme ça qui veut quatre enfants au minimum. Et quand je lui parle de la surpopulation, elle s'énerve et elle considère que ça la concerne pas. Et je trouve que c'est un manque de réflexion. Il y a des familles nombreuses, c'est comme ça. Mais de vouloir une famille nombreuse sans avoir réfléchi à la situation de la Terre, la situation de tout ça, quitte à tirer des conclusions qui vont vers la famille nombreuse, d'ailleurs, pas de problème, mais y avoir réfléchi, quand même, ça me paraît essentiel. » Autrement dit, Sylvain ne rejette pas l'idée qu'on puisse faire le choix d'une famille nombreuse, même si lui-même est préoccupé par l'avenir de la planète. Matthieu souligne à deux reprises que les enfants qui naissent aujourd'hui sont « aussi cette génération qui va peut-être renouveler une certaine façon de penser sur la planète. Mais j'ai bien peur que ce soit un peu trop tard ». De même, Ophélie émet des doutes quant aux théories de la collapsologie : « Est-ce que c'est des théories complètement paranos, ou est-ce que ça va être difficile. Je sais pas. Pour la question des enfants, pour moi, ça joue beaucoup. » Elle souligne ainsi que beaucoup d'incertitude entoure encore ces craintes et n'exprime pas de critique vis-à-vis des personnes qui font le choix d'avoir des enfants. Néanmoins, l'argument de la crainte de l'avenir n'est jamais évoqué chez les répondants français pour

¹³ Dans l'étude d'Emma Tillich (2019 : 790), l'argument écologique apparaît également, mais pas en première position, comme Romane : « Comme beaucoup de couples sans enfant, je trouve qu'on est trop nombreux sur Terre mais c'est pas ma raison. C'est une raison secondaire. Moi c'est d'abord pour moi que j'en veux pas quoi ». De la même manière, l'écrivain Théophile de Giraud cite la « protection de l'environnement » comme « seconde motivation » : « notre planète agonisant sous le poids du nombre, indépendamment du mode de vie considéré puisque tout individu exerce, même malgré lui, une pression délétère sur les écosystèmes, il est plus indispensable que jamais de se priver d'enfants même si l'on en éprouve le plus virulent désir » (Faucon, 2014 : 19).

justifier de limiter le nombre de naissances qu'ils envisagent – comme en témoigne d'ailleurs le cas de l'amie de Sylvain -, mais pour justifier de rester sans enfant.

Il est intéressant de constater qu'on n'observe pas du tout ce discours dans l'échantillon allemand, ce qui peut surprendre eu égard à l'intérêt précoce de l'Allemagne pour les questions d'écologie. Ce sujet n'est évoqué qu'une seule fois dans l'échantillon allemand au sujet d'une scientifique originaire du Moyen-Orient. Selon Torsten, son mari et elle ne souhaitent pas avoir d'enfant, « parce qu'ils réfléchissent beaucoup en tant que scientifiques et disent qu'il y a suffisamment de personnes sur Terre, il y a assez de parents et de personnes qui font des enfants, et c'est la raison pour laquelle je n'ai pas à le faire. » Cette personne rejette ainsi l'idée d'un devoir d'enfanter, ce qui rejoint certaines positions dans l'échantillon français. Torsten ajoute au sujet de cette collègue : « la catastrophe climatique, la surpopulation, ce sont en fait les principales raisons ». On ne rencontre néanmoins pas ces propos chez les répondants allemands.

De fait, la question écologique transparaît bien dans les entretiens allemands, mais à un autre niveau. Niklas évoque ainsi le cas de sa sœur qui a eu une relation à distance avec son conjoint et faisait la navette en train entre Hambourg et Bâle pour limiter les émissions de CO₂ : « Ils ont refusé l'avion, parce que ce n'est pas bon et ont fait les allers et retours en train ». De la même manière, les répondants allemands sont nombreux à prendre le vélo pour se rendre au travail, à la crèche, etc., y compris dans des grandes villes. Si les pistes cyclables sont en effet plus répandues en Allemagne, l'effort que cela représente pour des personnes qui transportent aussi à vélo un à deux enfants sur des distances parfois de 6 à 8 km témoigne néanmoins de la conscience écologique parmi les répondants allemands. Il est à noter que les migrants – y compris les Français – installés en Allemagne se sont souvent mis rapidement au vélo, ce qui montre aussi bien les facilités à utiliser ce moyen de locomotion que l'impact du climat normatif. La situation diffère ainsi nettement de celle de la France où on observe, selon une étude récente, un décalage entre une « conscience aiguë des enjeux environnementaux et climatiques parmi les membres de la communauté scientifique » et des « pratiques fortement émettrices » de gaz à effet de serre (Blanchard *et al.*, 2022 : 27). Pour autant, la conscience écologique, qui caractérise l'Allemagne de longue date et qui se retrouve dans les pratiques au quotidien, ne conduit pas les répondants allemands à envisager de rester sans enfant ou à limiter le nombre d'enfants pour ce motif. En d'autres termes, l'engagement au quotidien des Allemands contre le réchauffement climatique ne s'accompagne pas, selon l'enquête, d'une vision catastrophiste remettant en question la constitution d'une famille.

Cela ne signifie pas que ce débat soit absent en Allemagne, comme en témoigne le livre publié en 2020 par l'enseignante allemande Vera Brunschweiger qui vise précisément à présenter la décision de rester sans enfant comme un devoir envers la planète. Il est néanmoins tout à fait frappant que son premier livre, paru un an plus tôt, défendait surtout ce choix comme un choix positif, une revendication *childfree*, autrement dit une décision motivée davantage par des facteurs personnels que contextuels. En outre, le titre de ce second livre est tout à fait révélateur : « La Rébellion *childfree*. Pourquoi "trop radical" est tout juste assez radical »¹⁴. L'auteure estime manifestement que son positionnement peut être perçu en

¹⁴ Verena Brunschweiger, enseignante du secondaire, a publié : *Die Childfree-Rebellion. Warum 'zu radikal' gerade radikal genug ist*, Büchner Verlag, 2020 et *Kinderfrei statt kinderlos, Ein Manifest*, Büchner Verlag, 2019. Il est à noter que ces livres ont suscité des plaintes de la part de parents et de ses collègues à Ratisbonne (Bavière). Voir l'article « Wir müssen weniger werden », de Patrick Guyton, *taz*, 15.5.2019, <https://taz.de/Kinderfrei-Lehrerin-bekommt-Aerger/!5594001/>. Elle est en congé sabbatique.

Allemagne comme (trop) radical et elle est par conséquent consciente de se situer à la marge. De fait, de tels discours ne se retrouvent pas parmi les répondants allemands de notre enquête.

Comment expliquer ce décalage entre les opinions des répondants allemands et français ? Un premier élément d'explication pourrait être livré par l'analyse que réalise Anthony Downs du débat écologique en Allemagne. Selon cet économiste¹⁵, on observe à ce sujet quatre phases allant de la découverte de la question, suivie d'une période alarmiste où se multiplient les scénarios catastrophes, à la recherche de stratégies, puis à un relatif désintérêt de l'opinion publique. L'Allemagne aurait traversé la phase alarmiste dans les années 1970-1980 (voir aussi Lensing, 2020), avant de s'enflammer sur la question démographique dans les années 2000¹⁶, une polémique qui est également retombée depuis (Salles, 2011). Une hypothèse serait par conséquent que l'Allemagne a déjà connu une phase de « catastrophisme » relatif à la situation écologique et dépassé cette phase, ce qui n'empêche pas les Allemands de manifester une sensibilité écologique particulière (voir Vondung, 2020). La France, au contraire, se trouverait actuellement dans la période « catastrophiste ».

Chez les répondants français qui ne souhaitent pas avoir d'enfant, cette inquiétude quant à l'avenir va de pair avec une vision négative de la situation actuelle. S'exprime ainsi dans certains entretiens français la perception d'une société, d'un milieu jugés hostiles, et de ce fait, non propices à la fondation d'une famille. Le recours fréquent dans les entretiens français à des expressions comme la peur, la crainte ou l'inquiétude traduit une certaine anxiété qu'on ne rencontre pas dans les entretiens allemands. Cela ressort du cas de la compagne de Rémy qui ne souhaite pas avoir d'enfant car elle estime la société hostile aux femmes, un argument auquel n'adhère pas Rémy, qui espère la faire changer d'avis. De même, Ophélie n'aimerait pas que ses enfants revivent ce qu'elle a vécu à l'école : « si moi-même, je ne m'étais pas ennuyée à mourir pendant les 18 premières années de ma vie à l'école, ça aussi, c'est une des choses qui fait que pour l'instant, j'hésite à faire des enfants, parce qu'on veut faire un enfant pour les mettre à l'école. Je suis un peu radicale sur cette question-là, mais pour moi c'est vraiment envoyer à l'abattoir »¹⁷. Plus largement, certaines personnes portent un regard négatif sur leur environnement et projettent ainsi sur la génération future des difficultés qu'ils perçoivent ou appréhendent aujourd'hui, comme le montre le cas d'Elodie : « Et la santé. Parce que c'est une question qui se pose de plus en plus quand on veut avoir des enfants, c'est quelle santé..., s'ils vont à l'école près du périph. Je pense que ma génération, on intègre cette peur, on a cette peur-là, très inconsciente. » Ces exemples traduisent des inquiétudes très différentes – position de la femme, éducation, santé –, mais qui se rejoignent dans la crainte de propulser un enfant dans un environnement inapte à permettre son bonheur, un univers jugé insatisfaisant, voire dangereux pour l'enfant. Dans l'échantillon français, les positions sont ainsi partagées. Aux propos pessimistes, voire catastrophistes de certains, s'opposent des visions plus sereines et une certaine satisfaction, comme chez Rémy.

Chez les répondants allemands, à l'inverse, on observe une vision globalement positive de la société dans laquelle ils évoluent. Certains d'entre eux soulignent la chance qu'ils ressentent d'évoluer dans un

¹⁵ Downs Anthony, 1972, « Up and down with ecology : "The issue-attention cycle" », dans *The Public Interest*, 28, p. 38-50. Downs Anthony, 1998, *Political Theory and Public Choice*, Northampton, p. 100-112.

¹⁶ Ralf E. Ulrich, « Wir sterben immer wieder aus », *Die Welt*, 11.5.2006.

¹⁷ « Ce dégoût viscéral de la scolarité » est mentionné également par l'écrivain Théophile de Giraud parmi les motifs justifiant son choix de ne pas avoir d'enfant : « ayant vécu mes douze années de scolarité comme autant d'années de baigne, il eût été fort inconsequent de ma part d'infliger à mon tour ce supplice à un enfant. » (Faucon, 2014 : 17).

monde prospère et y voient un lien avec leur souhait de fonder une famille. Isabell est ainsi surprise de la proportion élevée de femmes sans enfant en Allemagne, notamment parmi les diplômées du supérieur. « C'est assez mélangé dans notre cercle d'amis, mais y figurent aussi bon nombre de diplômés du supérieur et aucun d'entre eux ne l'envisage [de rester sans enfant]. Je crois qu'en ce moment, c'est lié à la très bonne situation de l'emploi. [...] Notre génération surtout, nous, on ne connaît pas du tout de périodes vraiment difficiles. »¹⁸

Il ne fait guère de doute que la situation économique contrastée dans les deux pays intervient dans le discours des personnes interviewées. La crise de 2008-09 a laissé peu de traces outre-Rhin. La situation sur le marché du travail est jugée solide et les perspectives bonnes. L'inquiétude qui était très perceptible dans l'enquête européenne REPRO, menée en 2004-05, au plus fort de la crise économique en Allemagne, a fait place à un sentiment général de stabilité et de satisfaction. Si certains répondants connaissent des situations précaires, des parcours hachés, des difficultés au travail ou sont au chômage au moment de l'enquête, – cas plus fréquents à Brême qu'en Bavière –, cette situation est généralement perçue comme conjoncturelle, liée à une entreprise, des collègues, un secteur ou une situation personnelle, de sorte qu'ils évoquent des projets concrets et ne manifestent guère d'inquiétude quant à leur avenir professionnel ou économique. Cela s'explique aussi par le fait qu'une telle situation de précarité professionnelle touche rarement les deux personnes dans le couple. En d'autres termes, le salaire du conjoint compense.¹⁹ Ainsi, Torsten souligne que la question économique n'est jamais évoquée comme argument pour ne pas avoir d'enfant : « dans mon cercle d'amis, l'économie n'est en fait jamais le facteur ».

Enfin, un dernier aspect mérite ici d'être souligné. Dans les deux échantillons, le facteur principal justifiant le choix de ne pas avoir d'enfant demeure indubitablement l'absence de désir d'enfant. Birte dit ainsi : « je n'en vois pas l'intérêt, ça semble un peu dur, mais je n'en vois pas l'intérêt. Je n'en ai pas le désir ». Ses propos correspondent tout à fait à ce que disent les répondants français qui ne souhaitent pas avoir d'enfant. Toutefois, ils se distinguent sur un point. On observe côté français une tendance à l'auto-stigmatisation qui ne se retrouve pas en Allemagne. Certes, les propos de Birte, tels que « ça semble un peu dur », suggèrent qu'elle s'attend à être critiquée. Pour autant, elle-même estime sa position tout à fait recevable : « Je trouve que ça ne fait pas partie de la vie. Je ne le ressens pas comme une tare de ne pas avoir d'enfant. Je trouve ça complètement ok. Et si d'autres n'ont pas d'enfant, je trouve ça aussi complètement normal. » En revanche, les répondants français évoquent un choix « égoïste », comme Matthieu. « Elle dit que c'est clair pour elle qu'elle n'en veut pas. Et d'ailleurs, elle se sent un peu monstrueuse à cause de ça. Ce sont ses mots », dit Delphine au sujet d'une amie. De cette différence, qui est en ligne avec les résultats de l'enquête quantitative menée par le BiB et l'Ined (Ruckdeschel *et al.*, 2018) résulte un besoin de justification chez les répondants français qu'on ne rencontre pas chez les Allemands. Cela a aussi pour effet que ces répondants n'excluent pas d'avoir un enfant, bien qu'ils ne le souhaitent pas pour eux-mêmes, tandis que les positions sont plus affirmées côté allemand. Pour les répondants allemands, ce n'est pas négociable.

¹⁸ Le cabinet d'architectes d'Isabell présente un tel carnet de commandes qu'il a renoncé à répondre à des appels d'offres au niveau régional ou national. Isabell souligne ainsi la très bonne santé du secteur du bâtiment en Allemagne.

¹⁹ Un souci apparaît néanmoins de manière récurrente dans les entretiens en France comme en Allemagne : la question de l'immobilier et la difficulté d'accéder à un logement suffisamment grand. Néanmoins, ce sujet, qui préoccupe de nombreux répondants, n'est jamais avancé comme raison pour ne pas avoir d'enfant, mais dans certains cas pour justifier d'en limiter le nombre.

Pour conclure

L'enquête qualitative révèle un changement dans le discours des répondants français par rapport à l'enquête européenne REPRO de 2007 (Salles *et al.*, 2010). Tandis que dominait en 2007 l'idée qu'avoir un enfant fait partie de la vie, est une évidence, on observe en 2018-19 des propos nettement moins homogènes, faisant apparaître de fortes disparités entre des répondants exprimant un désir d'enfant intense, d'autres qui souhaitent avoir un enfant, mais pas à tout prix, des enquêtés qui hésitent pour des raisons personnelles, plutôt que contextuelles, et enfin un groupe de personnes qui ne souhaitent pas avoir d'enfant, ces deux dernières positions étant absentes de l'enquête de 2007. Ce dernier groupe exprime de fortes inquiétudes quant à l'avenir et souligne l'importance de ces craintes dans leur décision de ne pas avoir d'enfant, ces craintes s'accompagnant chez eux d'une vision également négative de la situation actuelle, ce qui pourrait s'expliquer en partie par le constat d'une certaine instabilité professionnelle chez plusieurs d'entre eux en dépit d'un haut niveau de qualification. La crainte d'une crise climatique et démographique majeure apparaît ainsi certes comme un élément dans la décision de ne pas avoir d'enfant, mais pas le principal, et elle semble relever en partie d'une stratégie d'autojustification, dans un contexte où leur choix leur semble discréditable à leurs propres yeux (voir aussi Debest, 2014). L'historien François Faucon qui défend le choix de ne pas avoir d'enfant rejette ainsi l'argument de la surpopulation, le qualifiant de « leurre, qui permet d'éviter les véritables problèmes » (2014 : 92). Il est à noter qu'il s'agit surtout de professions intellectuelles supérieures, associées à des valeurs postmodernes. Autrement dit, on observe chez ces répondants également un certain rejet du mariage, un fort investissement professionnel des femmes et le souhait d'un partage équilibré des tâches domestiques.

En Allemagne en revanche, la situation diffère sensiblement. Les personnes ne souhaitant pas avoir d'enfant n'avance aucun élément contextuel pour justifier leur choix, qu'il s'agisse de l'anticipation de crises à venir, de la situation politique et économique de l'Allemagne, jugée au contraire tout à fait favorable, ou de leur propre situation professionnelle et financière. Cette situation est peut-être aussi liée aux réformes des politiques familiales outre-Rhin qui se sont accompagnées d'une nette amélioration des conditions de conciliation entre vie professionnelle et vie familiale. Dans l'enquête, le contexte institutionnel est de fait globalement perçu comme positif par les répondants, et non comme un obstacle. Les motifs invoqués relèvent, comme en France, d'une absence de désir d'enfant, d'un besoin de liberté jugé incompatible avec la responsabilité pour des enfants, mais ces motivations sont exprimées sans fard, bien qu'on observe également chez elles la conviction d'être critiquée, mal perçu par les autres pour cela. Les répondants allemands rejettent ainsi le qualificatif d'« égoïste », tandis que les jeunes Français se l'attribuent, exprimant ainsi des difficultés à assumer leur propre choix en dehors du cercle de leurs amis, celui-ci étant bien souvent constitué de personnes partageant leur opinion.

Par ailleurs, il est frappant d'observer dans l'échantillon allemand que l'absence de désir d'enfant est sensiblement moins présente que dans l'enquête européenne REPRO conduite en 2004-05 (Salles *et al.*, 2010). Les positions exprimées sont ainsi nettement plus homogènes en 2018-19 qu'à l'époque et nombreux sont ceux qui ne connaissent personne qui ne souhaite pas avoir d'enfant, alors même que le niveau d'infécondité reste comparativement élevé. Cette situation comme les discours des répondants français invitent à repenser le lien entre désir d'enfant et intentions de fécondité. Ils suggèrent que le désir d'enfant n'est plus nécessairement la clé pour comprendre des décisions de fécondité.

Certaines personnes côté français sont ainsi prêtes à envisager d'avoir un enfant, alors qu'elles ne le souhaitent pas, tandis que d'autres, en Allemagne, resteront sans enfant alors qu'elles ne le souhaitent pas. L'enquête qualitative n'étant toutefois pas représentative, cette observation appelle des études plus approfondies sur les facteurs entourant l'infécondité involontaire en Allemagne, autrement dit l'absence d'enfant en dépit d'un désir d'enfant, et en France sur l'expression croissante d'une infécondité volontaire.

Références

- BEAUJOUAN Éva, SOBOTKA Tomáš, BRZOZOWSKA Zuzanna, ZEMAN Kryštof. 2017. La proportion de femmes sans enfant a-t-elle atteint un pic en Europe ? *Population & Sociétés*, 540, janvier.
https://www.ined.fr/fichier/s_rubrique/26128/540.population.societes.2017.janvier.fr.pdf.
- BLANCHARD Marianne, BOUCHET-VALAT Milan, CARTRON Damien, GREFFION Jérôme, GROS Julien. 2022. *Inquiets mais pollueurs : une enquête sur le personnel de la recherche française face au changement climatique*, Paris, Ined, Document de travail 270. <https://doi.org/10.48756/ined-dt-qx8h-sn70>.
- BRACHET Sara, LETABLIER Marie-Thérèse, SALLES Anne. 2016. Avoir des enfants dans un contexte d'incertitude économique : une comparaison entre l'Allemagne et la France, *Allemagne d'Aujourd'hui*, 218, 75-89.
- BRETON Didier, BELLIOU Nicolas, BARBIERI Magali, D'ALBIS Hippolyte, MAZUY Magali. 2019. L'Évolution démographique récente de la France : une singularité en Europe ? *Population*, 74, 4, 409-429.
<http://hdl.handle.net/20.500.12204/AW-edl7Q8al0CP9YCawz>.
- BRETON Didier, PRIOUX France. 2009. Analyse de l'infécondité en France et en Allemagne : des lectures différentes d'un phénomène de plus en plus fréquent ? Présentation au Colloque de l'EAPS de Marrakech, septembre.
- BUNDESMINISTERIUM FÜR FAMILIE, SENIOREN, FRAUEN UND JUGEND (BMFSFJ). 2015. *Ungewollte Kinderlosigkeit. Was Betroffene bewegt – und wie Medizin, Beratungsstellen, Betroffenenverbände, Krankenversicherungen, Wissenschaft und Politik sie unterstützen können*, Berlin, <https://www.bundesregierung.de/breg-de/service/publikationen/ungewollte-kinderlosigkeit-was-betroffene-bewegt-und-wie-medizin-beratungsstellen-betroffenenverbaende-krankenversicherungen-wissenschaft-und-politik-sie-unterstuetzen-koennen-727296>.
- BUNDESMINISTERIUM FÜR FAMILIE, SENIOREN, FRAUEN UND JUGEND (BMFSFJ). 2005. *Familie ja, Kinder nein. Was ist los in Deutschland ?* Monitor Familiendemographie. Beiträge aus Forschung, Statistik und Familienpolitik, Berlin.
- DEBEST Charlotte. 2014. *Le Choix d'une vie sans enfant*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- DEBEST Charlotte. 2012. *Le choix d'une vie sans enfant : des individus confrontés aux normes sociales et de genre*, Thèse de sociologie sous la direction de Numa Murard, Université Paris 7 – Denis – Diderot.
- DEBEST Charlotte, MAZUY Magali. 2014. Rester sans enfant : un choix de vie à contre-courant, *Population & Sociétés*, 508. https://www.ined.fr/fichier/s_rubrique/18704/population_societes_2014_508_choix_sans_enfant.fr.pdf.
- DONATI Pascale. 2000a, L'absence d'enfant : un choix plus ou moins délibéré dans le parcours d'hommes et de femmes, *Recherches et Prévisions*, 62, 43-56.

- DONATI Pascale. 2000b, *Ne pas avoir d'enfant. Construction sociale des choix et des contraintes à travers les trajectoires d'hommes et de femmes*. Dossier d'étude n° 11. Sous la direction de Madame le Professeur Catherine Rollet. Cahiers d'études. Allocations familiales. CNAF.
- DONATI Pascale. 2003. La non-procréation : un écart à la norme ? À partir d'entretiens biographiques, *Informations sociales*, 107, 44-57.
- DORBRITZ Jürgen. 2005. Kinderlosigkeit in Deutschland und Europa – Daten, Trends und Einstellungen, *Zeitschrift für Bevölkerungswissenschaft*, 4, 359-408.
- DORBRITZ Jürgen, DIABATÉ Sabine. 2015. Leitbild und Kinderlosigkeit : Kulturelle Vorstellungen zum Leben ohne Kinder, in : Schneider Norbert F., Diabaté Sabine, Ruckdeschel Kerstin (dir.), *Familienleitbilder in Deutschland. Kulturelle Vorstellungen zu Partnerschaft, Elternschaft und Familienleben*, Beiträge zur Bevölkerungswissenschaft, vol. 48, Bundesinstitut für Bevölkerungsforschung (BiB), Opladen, Berlin, Toronto, Verlag Barbara Budrich, , 113-132.
- FAUCON, François. 2014. *Du Refus d'être père, Contours de l'infécondité masculine volontaire*, Paris, Éditions du Cygne.
- GOLDSTEIN Joshua R., KREYENFELD Michaela, JASILIONIENE Aiva, KARAMAN ÖRSAL Deniz. 2013. Fertility reactions to the 'Great Recession' in Europe : Recent evidence from order-specific data, *Demographic Research*, vol. 29, art. 4, 85-104.
- GOTMAN Anne. 2017a. *Pas d'enfant. La volonté de ne pas engendrer*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme.
- GOTMAN Anne. 2017b. Le choix de ne pas avoir d'enfant : l'ultime libération ? *Travail, genre et sociétés*, 37, 1, 37-52.
- GOTMAN Anne, LEMARCHANT Clotilde. 2017. Sans enfant, *Travail, genre et sociétés*, 37, 1, 33-36.
- HÖPFLINGER Françoise. 1991. Neue Kinderlosigkeit. Demographische Trends und gesellschaftliche Spekulationen, *Acta Demographica*, Heidelberg, Physica Verlag, 81-100.
- KELLY Maura. 2009. Women's voluntary childlessness : A radical rejection of motherhood ? *Women's Studies Quarterly*, 37, 3, 157-172.
- KONIETZKA Dirk, KREYENFELD Michaela. 2007. Die Analyse von Kinderlosigkeit in Deutschland : Dimensionen, Daten, Probleme, in : Konietzka Dirk, Kreyenfeld Michaela (dir.), *Ein Leben ohne Kinder. Kinderlosigkeit in Deutschland*, Verlag für Sozialwissenschaften, Wiesbaden, 11-41.
- KONIETZKA Dirk, KREYENFELD Michaela (dir.). 2013. *Ein Leben ohne Kinder. Ausmaß, Strukturen und Ursachen von Kinderlosigkeit*. 2e édition, Springer VS, Wiesbaden.
- KREYENFELD Michaela. 2010. Uncertainties in female employment careers and the postponement of parenthood in Germany, *European Sociological Review*, vol. 26, 3, 351-366.
- KÖPPEN Katja, MAZUY Magali, TOULEMON Laurent. 2017. Childlessness in France, in Konietzka Dirk, Kreyenfeld Michaela (dir.), *Childlessness in Europe : Patterns, Causes and Consequences*, Springer.
- LENSING Annette. 2020. La peur comme moteur de l'action politique, Discours et contre-discours sur le DDT aux États-Unis et en République fédérale d'Allemagne dans l'après-guerre, *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, tome 52, 1, 81-97.
- LERIDON Henri. 2003. Procréation : du désir à la réalité. Du nombre idéal d'enfants au nombre réel, *Informations sociales*, 107, 26-35.

- LETABLIER Marie-Thérèse, SALLES Anne, 2012, Fonder une famille en temps d'insécurité économique. Une comparaison France-Allemagne, *Géneros*, Multidisciplinary Journal of Gender Studies, vol. 1, 2, 119-155.
- LE VOYER Anne-Claude. 2003. Quelques illustrations des processus menant au désir d'enfant. À partir d'une enquête de type biographique, *Informations sociales*, 107 : 36-43.
- LÜCK Detlev, NADERI Robert, RUCKDESCHEL Kerstin. 2015. Zur Messung von Familienleitbildern : Studiendesign und Operationalisierung, in : Schneider Norbert F., Diabaté Sabine, Ruckdeschel Kerstin (dir.), 2015, *Familienleitbilder in Deutschland. Kulturelle Vorstellungen zu Partnerschaft, Elternschaft und Familienleben*, Beiträge zur Bevölkerungswissenschaft, vol. 48, Bundesinstitut für Bevölkerungsforschung (BiB), Opladen, Berlin, Toronto, Verlag Barbara Budrich, 29-43.
- MYNARSKA Monika, MATYSIAK Anna, RYBINSKA Anna, TOCCHIONI Valentina, VIGNOLI Daniele. 2015. Diverse paths into childlessness over the life course, *Advances in Life Course Research*, 25, 35-48.
- NAVE-HERZ Rosemarie. 1988. *Kinderlose Ehen. Eine empirische Studie über die Lebenssituation kinderloser Ehepaare und die Gründe für ihre Kinderlosigkeit*, Weinheim, Juventa Verlag.
- PAILHÉ Ariane, REGNIER-LOILIER Arnaud. 2015. Le chômage retarde l'arrivée du premier enfant en France, *Population & Sociétés*, 528, décembre.
https://www.ined.fr/fichier/s_rubrique/24752/population.societe.2015.528.chomage.fecondite.valeria.solesin.fr.pdf.
- PAILHÉ Ariane, SOLAZ Anne. 2012. The Influence of employment uncertainty on childbearing. A tempo or quantum effect ? *Demographic Research*, vol. 26, art. 1, 1-40.
- PAILHÉ Ariane. 2010. Effet attendu de la crise économique actuelle sur les naissances : quelques hypothèses, *Politiques sociales et familiales*, 100, 97-103.
- PAPON Sylvain. 2021. La fécondité en France a résisté à la crise économique de 2008, contrairement à la plupart de ses voisins, Insee Focus, 240, 4 juin. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/5392468>.
- PISON Gilles. 2011. Deux enfants par femme dans la France de 2010 : la fécondité serait-elle insensible à la crise économique ? *Population & Sociétés*, 476, mars.
https://www.ined.fr/fichier/s_rubrique/19144/popetsoc_476.fr.pdf.
- RUCKDESCHEL Kerstin. 2004. Determinanten des Kinderwunsches in Deutschland, *Zeitschrift für Bevölkerungswissenschaft*, 29, 363-386.
- RUCKDESCHEL, Kerstin, SALLES Anne, DIABATE Sabine, TOULEMON Laurent, REGNIER-LOILIER Arnaud, 2018, Unequal Neighbours ? A French-German Comparison of Family Size Intentions, *Comparative Population Studies*, BiB (Bundesinstitut für Bevölkerungsforschung), ISSN 1869-8999, Date accessed : 10 jan. 2019.
< <http://www.comparativepopulationstudies.de/index.php/CPoS/article/view/307/270>>.
- SALLES Anne. 2022. 30 ans de politique familiale en Allemagne : vers la fin de la fracture entre Est et Ouest ? *la Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, octobre, tome 54, 2, 531-546.
<https://doi.org/10.4000/allemande.3322>.
- SALLES Anne. 2011. La faible fécondité dans les médias en France et en Allemagne, in : Hüser Dietmar, Eck Jean-François (dir.), *Medien, Debatten, Öffentlichkeiten in Deutschland und Frankreich im 19. Und 20. Jahrhundert. Médias, débats et espaces publics en Allemagne et en France aux 19^e et 20^e siècles*, SR de Deutsch-Französischen Historikerkomitees, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 205-221.
- SALLES Anne, ROSSIER Clémentine, BRACHET Sara. 2010. Understanding the long term effects of family policies on fertility : the diffusion of different family models in France and Germany, *Demographic Research*, Article 34, 2010, 22, 1057-1096. <https://www.demographic-research.org/volumes/vol22/34/22-34.pdf>.

- SCHNEIDER Norbert F, DIABATE Sabine, RUCKDESCHEL Kerstin (dir.). 2015. Familienleitbilder in Deutschland, Kulturelle Vorstellungen zu Partnerschaft, Elternschaft und Familienleben, BiB, Opladen, Berlin, Toronto, Verlag Barbara Budrich. <https://www.bib.bund.de/Publikation/2015/Familienleitbilder-in-Deutschland.html?nn=1219558>.
- SCHNEIDER Norbert F. 1996. Bewusst kinderlose Ehepaare, *Zeitschrift für Frauenforschung und Geschlechterstudien*, 14, 128-137.
- SOBOTKA Tomás, SKIRBEKK Vegard, PHILIPPOV Dimiter. 2011. Economic Recession and Fertility in the Developed World, *Population and Development Review*, vol. 37, 2, 267-306.
- TENTURI Maria Letizia, MENCARINI Letizia. 2008. Childless or childfree ? Paths to Voluntary Childlessness in Italy, *Population and Development Review*, 34, 1, 51-77. <https://doi.org/10.1111/j.1728-4457.2008.00205.x>.
- TILLICH Emma, 2019, 'Libérées, délivrées !' : stérilisées et sans enfant, *Ethnologie française*, 176, 4, 787-801.
- TOCCHIONI Valentina. 2018. Exploring the childless universe : Profiles of women and men without children in Italy », *Demographic Research*, volume 38, article 19, 451-470. <https://www.demographic-research.org/volumes/vol38/19/38-19.pdf>.
- TOULEMON Laurent. 1995. Très peu de couples restent volontairement sans enfant, *Population*, vol. 50, 4-5, 1079-1109.
- VONDUNG Klaus. 2020. Vom Umgang mit Katastrophen, *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, tome 52, 1, 9-15.